

Centrale nucléaire du Bugey: Genève dépose plainte

La Ville et le canton intentent une action pénale concernant la centrale nucléaire française pour mise en danger de la vie d'autrui.

Représentés par l'avocate et ancienne ministre française de l'Environnement Corinne Lepage, la Ville et le canton de Genève annoncent le dépôt d'une plainte pénale contre X concernant la centrale nucléaire française du Bugey. Motifs invoqués: mise en danger de la vie d'autrui et pollution des eaux.

Contactées, les autorités genevoises ne souhaitent pas commenter cette décision annoncée dans un communiqué laconique. Elles ne précisent pas non plus le lieu du dépôt de la plainte. Le conseiller d'Etat Antonio Hodgers, la maire de Genève Esther Alder et le conseiller administratif Rémy Pagani ne s'exprimeront que lundi lors d'une conférence de presse, aux côtés de Corinne Lepage.

Incidents et fuites constatées

En mars 2015, la Ville avait déjà annoncé qu'elle durcirait le ton contre la centrale du Bugey, située à quelque 70 kilomètres de Genève, dans l'Ain. Active depuis le début des années 1970, la centrale est l'une des plus vétustes de l'Hexagone. Les associations anti-nucléaires constatent régulièrement des incidents et des fuites sur le site. Résolue à explorer «toutes les pistes» pour s'opposer à la poursuite de l'exploitation de la centrale, la Ville de Genève disait agir dans le cadre de la Constitution cantonale, qui lui impose de «tout mettre en œuvre pour s'opposer à toutes velléités nucléaires dans et proches de ses frontières».

Lire aussi: [La Ville de Genève hausse le ton contre la centrale nucléaire du Bugey](#)

Les multiples procédures intentées jusque-là contre l'exploitant, EDF, se sont révélées infructueuses, «le Conseil d'Etat français prenant systématiquement position en faveur de l'énergie nucléaire», regrettait la Ville de Genève en mars dernier. La procédure pénale conjointe annoncée aujourd'hui par la Ville et le canton montrent que les autorités genevoises parlent désormais d'une seule voix sur le dossier, affichant leur détermination commune.

L'opposition de la Ville de Genève à l'exploitation nucléaire en France voisine est une longue histoire. Epaulée par Corinne Lepage, la Ville avait déjà mené un long combat dans les années 1990 pour obtenir la fermeture de la centrale de Creys-Malville, intervenue en 1998.

Lire aussi: [Les eaux du Rhône, source de rivalités entre la France et la Suisse](#)

À propos de l'auteur



Alexis Favre [@alexisfavre](#)

Chef de la rédaction genevoise